



Les Lilas le 19 septembre 2022

Communiqué de presse

Une lettre alliant mépris et provocation

Le Président Macron a fait le choix de s'adresser aux personnels de l'Education Nationale par courriel : utilisant le prétexte de les remercier, le message veut en réalité pointer les dysfonctionnements et les inégalités de notre école pour mieux faire la promotion des réformes envisagées.

Aucune remise en question dans ce texte alors que la responsabilité des gouvernements successifs est grande et que la politique éducative menée ces dernières années a été particulièrement dévastatrice à ce sujet. Suppressions de postes, formations initiale et continue bradées, conditions de travail dégradées, contenus d'enseignement appauvris... sont autant de signes que l'Ecole n'est pas considérée comme un investissement nécessaire à l'avenir de la Nation et l'absence de politique salariale a provoqué une pénurie de recrutement.

Pire, c'est une visée utilitariste et libérale qui justifie les projets de réformes envisagées sur la voie professionnelle ou la contractualisation des écoles et établissements qui ne vont faire que renforcer les inégalités existantes et la concurrence entre personnels et établissements.

La deuxième partie de la lettre est une provocation pour toutes et tous les enseignant-es. Les 10% inconditionnels ont été répétés plusieurs fois par Emmanuel Macron, comme candidat puis comme président, les dernières déclarations de Pap NDiaye nous ont confirmé que la revalorisation ne concernerait que les débuts, voire les milieux de carrière... Au final, les 10% ne seraient en fait qu'une moyenne comprenant les indemnités déjà accordées ces deux dernières années aux seuls débuts de carrière et la « prime informatique » de 150 euros annuels. Inadmissible pour la FSU tant les personnels du service public d'éducation ont vécu un déclasserment salarial injuste et incontestable depuis des années, amplifié par le gel du point en vigueur depuis 2010. Cette revalorisation qui n'en est pas une montre le mépris profond du Président à l'égard de notre travail et de nos professions. Quant à la partie liée au pacte qui pourrait « aller jusqu'à 20% », nous ne pouvons qu'être en désaccord car celui-ci recouvre une contrepartie et donc des missions supplémentaires. Le pacte serait-il envisagé comme une nouvelle possibilité de toucher au statut ?

L'investissement dans l'avenir de la jeunesse passe par un rattrapage des pertes de pouvoir d'achat et une revalorisation sans contreparties de l'ensemble des enseignant-es et des personnels de l'éducation, ainsi que par l'attribution de moyens supplémentaires à la totalité des écoles et établissements scolaires.

Face à cette volonté d'amplifier la politique éducative libérale menée ces dernières années et à l'urgence d'une véritable revalorisation salariale, les syndicats de la FSU appellent les collègues à poursuivre le rapport de force engagé et à se mobiliser massivement le 29 septembre pour gagner sur les salaires et les pensions !